

Annonce de Carrie Lam (cheffe du gouvernement de Hong-Kong) sur le retrait du projet de loi d'extradition

9 septembre 2019



Réseau international de solidarité et de luttes

Nous faisons connaitre et soutenons cette déclaration du Comité pour la liberté à Hong Kong (4 septembre 2019)

<http://www.laboursolidarity.org/Declaration-concernant-l-annonce>

Il est rapporté dans la presse que Carrie Lam a annoncé tôt aujourd'hui [mercredi 4 septembre] le retrait du projet de loi controversé sur l'extradition, laissant croire à un succès des manifestations qui ont lieu depuis trois mois à Hong-Kong. Dans cette déclaration, nous voudrions expliquer pourquoi ce n'est pas encore une victoire et exhorter la communauté internationale à faire preuve de vigilance dans l'interprétation de cette annonce. Premièrement, ce que Carrie Lam a annoncé n'était pas un retrait immédiat du projet de loi, mais seulement un plan visant à « présenter une motion pour annuler le projet de loi conformément au règlement intérieur du parlement lorsque celui-ci reprendra ses séances » qui auront lieu à la mi-octobre. Nous exhortons la communauté internationale à garder un œil sur l'évolution de la situation, car rompre les promesses n'est pas rare dans la politique de Hong-Kong, ni un suicide de la classe politique compte tenu du manque de représentation démocratique à Hong-Kong.

Il convient également de souligner que le retrait du projet de loi sur l'extradition n'est que l'une des cinq revendications des manifestants, qui ont été clairement énoncées depuis le mois de juin. À part le retrait du projet de loi, Carrie Lam n'a fait aucune concession sur les quatre autres revendications. Elle a insisté pour s'appuyer sur le comité IPCC (équivalent à IGPN en France) pour enquêter sur le comportement de la police, alors qu'il n'est pas complètement indépendant du pouvoir exécutif et il n'a pas de pouvoir juridique suffisant pour convoquer des témoins et n'offre pas de protection aux victimes et aux témoins. Comme en témoignent les sondages menés par le PORI et la CUHK, environ 80% des citoyens sont d'accord pour créer une commission d'enquête indépendante sur les brutalités policières. De plus, 95% des manifestants considèrent qu'une telle commission est primordiale. Ignorant les 4 autres demandes, la réponse de Carrie Lam est loin de répondre à nos attentes. Il semble que l'annonce du retrait ne serve qu'à détourner l'attention, d'autant plus qu'elle intervient quelques jours à peine après que la police a pris d'assaut une station de métro et attaqué sans distinction des passagers leur causant de multiples

blessures.

Pour le retrait de ce projet de loi d'extradition, il a fallu 3 mois de manifestations, 8 suicides, de nombreux blessés résultants de la brutalité policière et des attaques des Triades [mafia]. Pour résoudre le problème à la racine, pour résoudre les troubles civils et pour éviter de futures perturbations motivées par de mauvaises décisions du gouvernement, il nous faut une réforme politique pour établir un système plus démocratique, afin de tenir le gouvernement pour responsable de ses erreurs et de ses conséquences, et d'établir un mécanisme légitime et efficace pour la résolution des conflits. Nous appelons le gouvernement à répondre aux quatre autres

revendications des manifestants et à veiller à ce que le projet de loi d'extradition soit retiré en octobre. Nous sommes solidaires avec des manifestants à Hong-Kong. Cinq demandes, pas une de moins. Pour la liste complète des revendications, consultez la rubrique « Nos Revendications » sur notre site Internet :

<https://sites.google.com/view/librehk>.

Références :

<https://www.pori.hk/report/antiextraditionbillfreq>

<https://www.pori.hk/antiextraditionbillreporteng>

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Nos réseaux syndicaux > Réseau syndical international de solidarité et de luttes >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Annonce-de-Carrie-Lam-cheffe-du-gouvernement-de-Hong-Kong-sur-le-retrait-du>